

Arrêt

n° 233 286 du 28 février 2020
dans X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : **au cabinet de Maître C. DEBRUYNE**
 Avenue Louise 500
 1050 BRUXELLES

Contre :

**l'Etat belge, représenté par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
et de l'Asile et la Migration**

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 5 septembre 2019, par X, qui déclare être de nationalité camerounaise, tendant à l'annulation de la décision de refus de visa, prise le « 2 août 2019 » mais en réalité adoptée le 31 juillet 2019 et notifiée le 2 août 2019, ainsi qu'à la suspension d'extrême urgence de cette décision, assortie d'une demande de mesures provisoires.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « *la loi du 15 décembre 1980* ».

Vu l'arrêt n° 226 020 du 11 septembre 2019 qui rejette la demande de suspension d'extrême urgence ainsi que la demande de mesures provisoires.

Vu la demande de poursuite de la procédure.

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 26 septembre 2019 avec la référence X

Vu l'ordonnance du 31 octobre 2019 convoquant les parties à l'audience du 29 novembre 2019.

Entendu, en son rapport, Mme M. GERGEAY, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me J. WALDMANN *loco* Me C. DEBRUYNE, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me S. ARKOULIS *loco* Me D. MATRAY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

Sur la base du dossier de procédure, le Conseil constate que le greffe a, par un courrier recommandé du 3 octobre 2019, informé la partie requérante de la fixation d'un droit de rôle, et l'a invitée, en application de l'article 39/68-1, § 5, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 15 décembre 1980, à opérer le virement de la somme due sur le compte en banque indiqué.

Le greffe a avisé les parties par un courrier recommandé du 24 octobre 2019 de ce que, conformément à l'article 39/68-1, §5, de la loi du 15 décembre 1980, le recours en annulation ne serait pas inscrit au rôle dès lors que le droit de rôle n'a pas été payé.

L'article 39/68-1, §5, de la loi du 15 décembre 1980, prévoit ce qui suit :

« § 5. Le droit de rôle est avancé par la partie requérante. Le paiement est effectué dans un délai de huit jours, qui prend cours le jour où le greffier en chef informe la personne concernée que le droit de rôle est dû et où cette personne est également informée du montant dû.

Si le montant n'est pas versé dans le délai fixé à l'alinéa 1er, le recours n'est pas inscrit au rôle. Le paiement tardif ne peut être régularisé. Si le paiement est effectué à temps, le recours est inscrit au rôle et le délai visé à l'article 39/76, § 3, prend cours.

Par dérogation à l'alinéa 2, le droit de rôle dû doit, lorsque l'extrême urgence est invoquée dans la demande de suspension, accompagnée d'un recours en annulation, être payé au moment où la poursuite de la procédure est demandée, étant bien entendu que la demande de suspension en soi ne donne pas lieu à la quittance du droit au cas où la suspension est accordée.

Si, en application de l'article 39/82, § 3, alinéa 1er, la demande de suspension se limite uniquement à une demande de suspension d'extrême urgence et si la demande de suspension n'est pas accordée, le droit de rôle pour cette demande de suspension est dû lors de l'introduction d'une requête en annulation ».

Les parties n'ont pas fait valoir d'observation particulière à l'audience, si ce n'est que la partie requérante a indiqué avoir payé tardivement le droit de rôle réclamé.

Elle n'a toutefois pas apporté la preuve de ce règlement et aucun paiement n'est parvenu au greffe à ce jour.

L'affaire doit dès lors être biffée du rôle et il n'y a pas lieu à remboursement.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

L'affaire portant le numéro de rôle 236 625 est rayée du rôle général.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-huit février deux mille vingt par :

Mme M. GERGEAY, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

M. A. IGREK, greffier.

Le greffier, Le président,

A. IGREK

M. GERGEAY